

NEWS



SOLIDARNOŚĆ

Bimensuel

Date: 15 juin 1985

Editeur responsable: Jerzy Milewski

No: 48

A GDANSK, LE PROCES de 3 militants du syndicat NSZZ "Solidarnosc" vient de se terminer. La cour a condamné Wladyslaw Frasnycuk à 3,5 ans, Adam Michnik à 3 ans et Bogdan Lis à 2,5 ans. Le tribunal a, par là, retenu les griefs contenus dans l'acte d'accusation, à savoir que ces membres de Solidarnosc "avec d'autres personnes participaient à et dirigeaient l'action d'une association clandestine du nom de la Commission Provisoire de Coordination (TKK), laquelle entreprenait une action visant à troubler l'ordre public". En fait, ils sont accusés non pour avoir "commis des actes", mais pour avoir manifesté leur fidélité aux idéaux de "Solidarnosc", et pour avoir essayé de rendre réels les droits de l'homme et le liberté civique fondamentaux.

Le peu de valeur à accorder aux "preuves de la culpabilité" avancées par le tribunal fut confirmé par les circonstances particulières dans lesquelles s'est déroulé le procès.

Le président de la cour - désigné pour sa particulière loyauté au régime - a, dès le début du procès, traité les accusés comme si leur culpabilité avait été prouvée d'avance. La cour les empêchait de fournir de quelconques explications, limitant à 'oui' et 'non' leurs réponses aux questions posées par la cour ou le procureur. Le président de la cour traitait leurs protestations, contre pareille entrave à leur droit de défense, de "troubles dans le déroulement du procès" et "atteinte à la sérénité de la cour" et exigeait leur expulsion de la salle d'audience, ainsi que des sanctions disciplinaires prévues par le règlement pénitentiaire.

Enfin, alors que le procès était 'public', l'entrée en fut interdite à des observateurs neutres, et les laisser-passer distribués aux familles avec parcimonie. En fait, le procès s'est déroulé dans des conditions garantissant le secret de ce qui se passait dans la salle d'audience. Les membres de la famille et les avocats de la défense, sous prétexte de sécurité, furent soumis à une fouille, grâce à laquelle on leur retira les notes et enregistrements effectués pendant l'audience.

S'exprimant devant des représentants de la presse occidentale, les avocats de la défense ont affirmé que pendant ce procès, les principes judiciaires fondamentaux établis dans le code procédure pénale avaient été bafoués.

Entendu comme témoin, Lech Walesa a dit que les militants de "Solidarnosc" sont innocents, et que les accusations avancées contre eux sont sans fondement. Il a exprimé, aussi, sa conviction de ce que le procès s'appuie sur une provocation de la Sûreté, ajoutant que c'est là une méthode utilisée par toutes les dictatures.

A la réception de la nouvelle des sentences, Walesa a condamné le verdict qu'il a qualifié de coup de force judiciaire et a appelé à des actions massives de protestation en Pologne. Le Bureau de Coordination a l'Etranger de NSZZ "Solidarnosc" adresse à ses amis et sympathisants en Occident un appel urgent pour qu'ils continuent leurs actions pour la défense de Frasnycuk, Lis et Michnik, et pour suivent leurs pressions sur les autorités polonaises pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques qui sont actuellement très de 300.

LA REACTION DE L'OUEST à propos du procès de Gdansk fut un véritable torrent. Des appels et des pétitions demandant la libération de Frasnycuk, Lis et Michnik, de même que la libération de tous les prisonniers politiques en Pologne, commencèrent à affluer dès le début du mois de février. La Nouvelle Ecole de Recherche Sociale, la Campagne pour la Paix et la Démocratie et le Comité d'Helsinki (tous à New York) envoyèrent des observateurs. Un représentant d'un conseil d'avocats de Paris arriva à Gdansk, juste pour être obligé de partir peu après. Des syndicats du monde entier envoyèrent des messages à Gdansk et

introduisirent des demandes de visas; 33 sénateurs américains signèrent un appel; 7 membres du Parlement norvégien écrivirent au nom de leurs partis; bon nombre de militants pour la paix exprimèrent leurs protestations, par lettres et par pétitions; le Parlement européen adopta une résolution de protestation.

La plus grande 'pique' lancée au régime - à en juger par la réponse - fut, semble-t-il, la lettre de protestation signée par 30 prix Nobel américains. Le porte-parole du gouvernement, Jerzy Urban, riposta

4° P. 12007

par une lettre de son cru, datée du 20 mai. La polémique de Urban ne connaissait pas de limites, ressemblant dangereusement - ainsi que l'a fait observer une publication clandestine en Pologne - à une maladie nerveuse, dans laquelle le patient trouve une explication à chaque absurdité au moyen de n'importe quelle absurdité. La longue missive de Urban accusait les trois prévenus de tous les délits, allant de l'organisation de grèves sauvages jusqu'à l'incitation à l'anarchisme et au nihilisme. Le ton vindicatif de sa lettre amène à conclure que le procès n'était pas un acte impartial de jugement, mais une action de vengeance de la part d'un régime intolérant.

LE 26ème CONGRES MONDIAL DE LA FEDERATION DES METALLURGIQUES qui s'est tenu à Tokyo au Japon, a publié le 10 juin une déclaration sur la Pologne dans laquelle le Congrès reconnaît en NSZZ "Solidarnosc" le seul véritable représentant des travailleurs polonais. Le communiqué condamne la répression frappant les militants syndicaux en Pologne et demande leur libération.

UNE DELEGATION DE DEUX REPRESENTANTS DE NSZZ "Solidarnosc" a, pour la première fois, rendu visite au syndicat israélien Histadrut à Tel-Aviv du 26 mai au 2 juin. Un accord d'échange permanent d'information et d'aide mutuelle a été conclu. La délégation de "Solidarnosc" a également rencontré Mr U. Bar-Am, Secrétaire-Général du Parti Travailleuse. Lech Walesa a envoyé, à l'occasion de cette visite, une lettre de sympathie à Histadrut dans laquelle il se déclare "profondément convaincu que les différences de conditions du travail syndical quotidien ne s'opposent pas aux principes défendus par les syndicats démocratiques à travers le monde. C'est précisément l'universalité des droits de l'homme et du travailleur qui, dépassant les frontières nationales, engendre la solidarité entre les travailleurs de différents pays même si ces nations sont séparées par des expériences politiques, historiques et culturelles diverses." Lech Walesa conclut sa lettre en souhaitant une paix juste pour Israël et tous les pays du Moyen-Orient.

LA COMMISSION PROVISOIRE D'ENTREPRISE (TKZ) de NSZZ "Solidarnosc" des Géophysiciens de Torun a publié le rapport de ses activités depuis le 13/12/81. La commission a pris part à différentes initiatives régionales telles que le boycott des élections, la distribution de tracts ou l'inscription de slogans de "Solidarnosc" sur les murs de la ville. Le fruit de la collecte des cotisations syndicales (dont le montant global a dernièrement légèrement cru) est répartie de la manière suivante: publications syndicales (5%), publications indépendantes et distribution de livres et de cassettes (3%), dépenses pour la région (20%), aides syndicales (20%), autres frais (2%). 50% des cotisations perçues sont gardées au compte de la Commission.

LA COMMISSION PROVISOIRE D'ENTREPRISE ELURO (TKZ) de NSZZ "Solidarnosc" de Wroclaw a publié son budget de l'année 1984. Les entrées, s'élevant au total à 1.218.892 zł., proviennent pour 1.000.552 zł. des cotisations des membres et pour 218.340 zł. d'autres activités. Les dépenses totales se montent à 1.004.504 zł. et se répartissent en 346.000 zł. d'allocations régulières, 267.500 d'allocations spéciales, 146.504 d'autres dépenses statutaires; 244.500 zł. sont versés au fond de grève.

PLUS DE 3.000 ETUDIANTS ET EMPLOYES de l'Université de Varsovie se sont rassemblés le 22 mai pour protester et signer une pétition contre les amendements prévues à la loi sur l'enseignement supérieur. Les modifications annihileraient virtuellement toute autonomie des universités et/ou restreindraient grandement leur liberté. Le Ministre de l'Education mettrait la main sur l'enseignement supérieur et les pouvoirs du Conseil Général de l'Enseignement Supérieur seraient considérablement limités. Les Conseils d'Université ne seraient plus consultés qu'afin d'approuver le budget des allocations. Les conseils d'étudiants seraient dissous et remplacés par un groupe de délégués d'une organisation de jeunes supervisée par le gouvernement. Les employés des universités se verraient forcés de signer deux déclarations de loyauté politique: l'une au moment de leur engagement à l'essai, la seconde lors de leur engagement définitif. Un groupe de 2.000 professeurs et étudiants ont, le même jour, protesté de manière similaire à Wroclaw.

115 PERSONALITES du monde scientifiques des différents Universités et Instituts ont signé une lettre de protestation, condamnant le nouveau projet de la loi sur l'enseignement supérieur en Pologne comme contraire aux traditions de la liberté d'éducation et de l'autogestion des universités.

ERNEST BRYLL a été licencié de son poste de directeur littéraire du groupe cinématographique "OKO" parce que, dicit Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, "les autorités cinématographiques ne peuvent plus en confiance laisser la responsabilité du répertoire politique à Ernest Bryll qui, en tant qu'écrivain et dramaturge, a participé à des activités culturelles illégales et contraires aux lois en vigueur; aussi, le gouvernement ne peut plus se fier à lui".

UNE POLONAISE qui, par la revente de 10 bouteilles de bière, s'était constitué un profit de 270 zł. (1 dollar = 700 zł. au marché noir) a été condamnée à 1 an de prison avec sursis et 30.000 zł. d'amende; elle est en outre condamnée à payer 9.600 zł. plus les frais du procès et de publication du jugement dans un journal. Elle a été condamnée en vertu de l'actuelle loi sur la spéculation; une nouvelle loi plus sévère, déjà approuvée par le Sejm (le Parlement) entrera en vigueur au 1er juillet. Elle ne permet plus de bénéficier de sursis.

LE PZPR (PARTI OUVRIER UNIFIE POLONAIS) compte actuellement 2,1 millions de membres et de candidats. Le nombre d'affiliés a, durant les cinq dernières années, chuté d'un million.

LES STATISTIQUES SUIVANTES sur l'état d'affiliation aux nouveaux syndicats officiels ont été collectées par des journaux clandestins à la fin de 1984 et en 1985.

Entreprise	Personnel	Nombre d'adhérents au nouveau syndicat et date d'information
-Usine de réparation de matériel ferroviaire, Pruszkow	1.900	380 (17.1)
-Usine de production de télévision, Varsovie	4.500	207 (17.1)
-Usine d'automatique industrielle, Varsovie	2.450	225 (17.1)
-Hôpital Central des Chemins de Fer Varsovie	800	0 (17.1)
-Usine d'azote Wloclawek	2.473	667 (28.1)
-Usine de produits alimentaires concentrés, Wloclawek	1.048	289 (28.1)
-Usine de traitement anti-corrosion Wloclawek	856	274 (28.1)
-Editions économiques d'Etat, Varsovie	130	26 (28.1)
-Editions "Arkady" Varsovie	100	8 (14.1)
-Editions scientifiques d'Etat, Varsovie	700	75 (14.1)
-Chantier naval A. Warski, Szczecin	10.000	3.000
-Mine de tourbe Belchatow	10.088	2.560 (IX.84)
-Constructions ferroviaires, Gdansk	1.800	300 (4.3)

LES "CONSULTATIONS SOCIALES" font actuellement fureur en Pologne; les questionnaires portent sur les nouvelles hausses de prix, les samedis libres pour les étudiants et les prochaines élections au Sejm (Parlement). L'Office d'Etudes des Prix a interrogé 40.000 personnes; l'Office Central de l'Opinion Sociale a sondé 8.000 individus et 15 organisations sociales, du PRON (la couverture politique de Jaruzelski) à l'Association des Apprentis Confiseurs. "Trybuna Ludu", l'organe du parti, cite les avis de ces différents groupes, à l'exception du dernier; ce qui met en doute la crédibilité de tout le sondage. Les questionnaires sur les samedis libres omettaient toute allusion à des problèmes plus immédiats comme la censure des manuels d'histoire, le contrôle des

opinions politiques des enseignants ou la bataille persistante pour les crucifix dans les salles de classe. Les questions sur les élections étaient ainsi libellées: faut-il 460 ou 500 candidats au Sejm?, les élections doivent-elles se dérouler en 1 ou 2 jours?, l'électeur aime-t-il les élections régionales? Là, non plus, aucune mention n'est faite de la liberté de choix, d'un débat significatif entre les partis et les candidats ou du contrôle social du déroulement des élections. L'opinion polonaise a autre chose à dire que ce que le gouvernement Jaruzelski veut bien entendre.

KATOWICE, ville minière de Silésie, comptait 4.170 magasins en 1936. Il n'y en a plus aujourd'hui que 1.000 alors que la population a depuis doublé. Les centres miniers sont traditionnellement mieux approvisionnés en biens matériels; la chute drastique de l'approvisionnement de ces centres constitue une indication plus que sérieuse du problème alarmant de la production et de la distribution en Pologne.

L'EVENTUALITE MEME D'UN PROGRES TECHNOLOGIQUE de l'industrie chimique en Pologne est aujourd'hui inconcevable: le souci premier du pays est de se maintenir à son niveau actuel. Dans ce domaine, la Pologne compte un retard de 15 à 20 ans sur l'Europe. Pour la production de matières synthétiques par tête d'habitant au sein du Comecon, la Pologne (16 kg par habitant) dépasse l'URSS (11 kg) mais se place derrière la Tchécoslovaquie (58 kg), la RDA (51 kg), la Bulgarie (51 kg), la Hongrie (30 kg) et la Roumanie (26 kg). Pour ce qui est de la consommation, les données sont encore plus défavorables. En 1980, la Pologne (21 kg) dépasse l'URSS (15kg) mais se trouve derrière la Tchécoslovaquie (42), l'Italie (45), la France (50), la Japon (59), les USA (66) et la RFA (73). L'industrie chimique souffre d'un manque de réinvestissement et de l'obsolescence de ses biens fixes. Selon l'Institut Economique de la Chimie Industrielle, dans un cas sur trois, le manque de réinvestissement est dû à la chute de la qualité de la production. Les équipements dans l'industrie chimique sont, selon la moyenne internationale, remplacés tous les 7-8 ans. En Pologne, les installations construites dans les années 50 et même avant sont toujours utilisées. Le taux de dégradation du matériel fixe est passé durant les années 76-81 de 34% à environ 60%, alors que le taux de dégradation des machines est passé de 42% à 77%.

L'INDUSTRIE TEXTILE souffre des mêmes problèmes. Les industries du lin, du feutre et des textiles industriels sont les plus arriérées, manquent le plus d'investissements. Les industries du tricot, du vêtement et du cuir ont bénéficié pendant les années 70 d'un apport de technologie moderne occidentale mais à cause de la désorganisation chronique inhérente au système économique polonais, elles se sont également depuis dégradées. Dans l'industrie vestimentaire, le taux de dégradation des machines et de l'équipement est estimé à 55%; dans l'industrie du

nylon, à plus de 60%; dans l'industrie du coton, 80% des machines de filature datent d'avant la 2ème guerre mondiale. Le taux de dégradation dans l'industrie de la laine dépasse 55%. Dans l'industrie du lin, chaque machine est utilisée en moyenne pendant 35 ans; en comparaison, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, elle sert 15 ans et en France, en Belgique et en RFA, moins de 10 ans.

A PRESENT, plus de la moitié de l'équipement de l'industrie d'ameublement est complètement amorti. La raison de la pénurie constante de mobilier sur le

marché polonais réside ailleurs. Selon un directeur du Ministère des Forêts et de l'Industrie du Bois, en dépit de la grande demande de mobilier, l'industrie polonaise serait en état de sur-production si l'URSS arrêtait un jour d'importer l'ameublement produit en Pologne.

Sources: 'Feniks' no. 10(98); 'Geofon' no. 2; "Solidarnosc" ELWRO no. 5; "Solidarnosc" Gdansk no. 4/5; 'Tygodnik Powszechny' 26.05.85, 2.06.85; 'Uncensored Poland News Bulletin no. 11/85; 'Wola' no. 20(146).